

Bachir Saleh, l'ancien protégé de la France, devient une cible

PAR KARL LASKE
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 27 FÉVRIER 2018

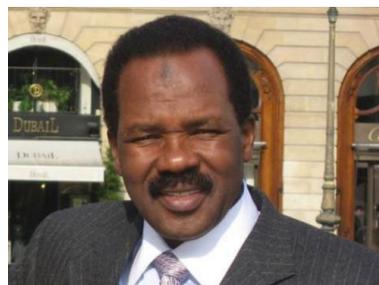
Grièvement blessé lors d'un attentat, vendredi 23 février à Johannesburg, l'ancien directeur de cabinet de Mouammar Kadhafi avait fait valoir son droit au silence, en 2017, en réponse aux juges français. Mais selon des proches, il envisageait depuis peu de transmettre des informations à la justice.

Les tueurs qui ont visé l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi, à Johannesburg, vendredi 23 février au soir, n'ont pas été identifiés, mais du côté des acteurs de l'affaire des financements libyens, l'alerte est d'ores et déjà donnée. L'ancien dignitaire rentrait chez lui en voiture lorsqu'il a essuyé des tirs venant « *de deux endroits différents* », selon un proche. Son chauffeur, qui était armé, aurait riposté, éloignant ainsi les tireurs. « *C'était boum, boum, en arrivant chez lui, ce qui exclut l'attaque crapuleuse* », juge ce proche joint par Mediapart. Bachir Saleh est sauf, bien que grièvement blessé par balles au thorax et à l'abdomen.

Le modus operandi de l'attaque laissait peu de chances à Bachir Saleh d'en réchapper. Opéré en urgence et placé sous coma artificiel, il est désormais hors de danger. Lundi, plusieurs sites internet libyens ont fait état des déclarations d'un frère du dignitaire, Mahdi Saleh, évoquant des menaces reçues par Bachir Saleh, il y a un mois, alors qu'il envisageait de transmettre des informations à la justice française.

L'an dernier, en avril 2017, Bachir Saleh avait fait valoir son droit au silence devant les autorités judiciaires sud-africaines sollicitées par les juges chargés de l'affaire des financements libyens, Aude Buresi et Serge Tournaire. Les magistrats français avaient transmis une liste de 101 questions destinées à l'ancien directeur de cabinet libyen, mais ce dernier avait indiqué qu'il refusait d'être « *traité comme un suspect* ». De nombreuses questions concernaient ses liens avec l'intermédiaire Alexandre Djouhri, interpellé à Londres le 8 janvier 2018, sous le coup

d'un mandat d'arrêt européen émis par les juges, et resté depuis lors sous contrôle judiciaire dans la capitale britannique.



Bachir Saleh, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi.

Selon l'enquête, l'intermédiaire proche de Nicolas Sarkozy a notamment pris en charge des frais de séjour de Bachir Saleh à l'hôtel Ritz à Paris entre 2007 et 2008. Il a surtout orchestré avec lui la vente d'un bien immobilier, une villa à Mougins, à un fonds souverain libyen, le Libyan African Portfolio (LAP) présidé par Saleh. Cette vente pour 10 millions d'euros – d'une villa qui en valait 1,8 – a permis à Alexandre Djouhri d'orienter des fonds libyens vers Claude Guéant et Dominique de Villepin – 500 000 euros sont allés rembourser le cash versé pour l'appartement de Guéant en 2008, et 489 143 euros ont atterri sur les comptes de la société Villepin international en octobre 2009.

Face à ces découvertes, la justice a élargi l'enquête à de présumés « *détournements de fonds publics au préjudice du LAP* » et « *corruption active et passive d'agent public étranger* ». Selon le compte rendu d'une conversation entre Sarkozy et Kadhafi, Bachir Saleh avait été choisi pour s'occuper des « *questions délicates* » entre les deux chefs d'État. Il apparaissait aussi comme destinataire, en tant que patron du LAP, de la note officielle libyenne faisant état d'un accord de principe pour financer la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy à hauteur de 50 millions d'euros.

En 2012, par avocats interposés, Saleh a contesté cette note révélée par Mediapart puis martelé que ces soupçons de financement n'était qu'une affaire franco-française. « *Depuis la mort de Kadhafi, beaucoup de personnes racontent des histoires qui n'ont pas existé*, déclare-t-il alors au mensuel *Vanity Fair* fin

2013. *Toutes ces accusations auxquelles Kadhafi ne peut plus répondre, c'est sur moi qu'on veut les faire peser.* »

Comme l'enquête l'a démontré à travers la déclassification de nombreuses notes des services spéciaux français, Alexandre Djouhri a supervisé la première exfiltration de Saleh de Libye et son installation en France, fin 2011, puis sa fuite de Paris vers le Niger en mai 2012. Par la suite, l'intermédiaire lui remet épisodiquement de l'argent en Afrique du Sud. Lors d'une conversation avec l'un de ses correspondants africains, Bachir Saleh parle, en juin 2014, d'une somme de 20 000 dollars remise par Djouhri, et qu'il juge dérisoire. En juillet 2014, il demande à l'un de ses fils d'aller voir l'intermédiaire français pour lui dire qu'il n'a « *plus un rond* ». Selon d'autres écoutes téléphoniques, Alexandre Djouhri prépare, en liaison avec le directeur de cabinet de Nicolas Sarkozy, une lettre par laquelle Bachir Saleh est censé « *dénoncer* » les accusations de financement de la campagne de Nicolas Sarkozy.



Alexandre Djouhri le 22 février, à Londres. © Reuters

L'enquête marque de nouveaux points avec la découverte d'un carnet manuscrit ayant appartenu à Choukri Ghanem, ancien premier ministre et ministre du pétrole libyen retrouvé mort noyé dans le Danube, en avril 2012. À la date du 29 avril 2007, ce carnet consigne plusieurs remises de fonds opérées par des dignitaires libyens à l'équipe Sarkozy : 3 millions par Saïf al-Islam Kadhafi, 2 millions par Abdallah Senoussi, chef des services secrets intérieurs libyens et beau-frère de Kadhafi, et 1,5 million d'euros par Bachir Saleh. Les sommes attribuées par Senoussi auraient été **convoyées** par l'autre intermédiaire clé de l'affaire, Ziad Takieddine. « *Je n'ai pas souvenir*

d'avoir dit ce qui est écrit dans les carnets », commente de son côté Bachir Saleh, lors d'un entretien au *Monde*, en septembre.

L'ancien dircab infléchit alors nettement sa position : « *Kadhafi a dit qu'il avait financé Sarkozy. Sarkozy a dit qu'il n'avait pas été financé. Je crois plus Kadhafi que Sarkozy* », déclare-t-il au *Monde*. « *En prononçant cette phrase, il a envoyé un signal* », commente un connaisseur des dossiers franco-libyens. Depuis le début de l'année 2017, Bachir Saleh a obtenu le soutien d'un autre grand intermédiaire de la Françafrique, Jean-Yves Ollivier, un proche du président congolais Denis Sassou N'Guesso. Le Libyen rêve d'un retour politique à Tripoli, et Ollivier vend l'idée d'une médiation congolaise dans le conflit libyen. Alors qu'il met à disposition de Saleh des jets privés pour ses « *tournées africaines* », l'intermédiaire tente de soutenir les positions congolaises sur le terrain minier et pétrolier libyen.

La dissociation de Saleh d'avec la sphère sarkozyste n'est pourtant pas totale, loin s'en faut. Questionné par *Jeune Afrique*, Saleh explique que « *Djouhri est un ami personnel depuis longtemps* », que « *c'est lui qui [l'a] présenté à Nicolas Sarkozy quand ce dernier était ministre de l'intérieur* ». Il revendique aussi d'avoir signé en 2007 l'achat de onze Airbus pour la compagnie Afriqiyah, filiale du LAP. « *Kadhafi m'a demandé si, à cette occasion, des Français avaient reçu des commissions. Je lui ai répondu non – en tout cas à ma connaissance* », a précisé Saleh.

Entendu par les enquêteurs en février 2016, Marwan Lahoud, l'ancien directeur de la stratégie et de l'international d'EADS, a témoigné de son côté qu'Alexandre Djouhri lui avait réclamé le paiement de « *12-13 millions d'euros* » de commission sur la vente de ces Airbus signée par son prédécesseur, Jean-Paul Gut. Il a affirmé n'avoir pas donné suite, en l'absence d'écrits.

Selon une note de la Direction centrale du renseignement intérieur établie en juillet 2010, le chef des services intérieurs libyens a suspecté Bachir Saleh d'avoir « *négocié avec Djouhri soit la vente d'Airbus à la Libye, soit la vente et des commissions en rapport*

avec ce marché », et se demande s'il n'a pas « de nouveau détourné de l'argent dans cette affaire ». En 2009, Bachir Saleh avait été relevé de ses fonctions au sein du LAP, mais sa disgrâce n'avait pas duré. Le dignitaire a poursuivi son activité d'agent de liaison avec les Français jusqu'à la chute de Tripoli, en 2011.

Selon la déposition d'un témoin protégé recueillie à Paris en 2014, Bachir Saleh avait été accusé par Saïf al-Islam Kadhafi, Abdallah Senoussi et Mabrouka Sherif, la responsable du protocole spécial du Guide, d'être « un agent de la France ». « Elle [Mabrouka Sherif] m'a dit que Bachir avait enregistré Sarkozy lors d'entretiens qui s'étaient tenus entre le Guide, lui et Sarkozy, Claude Guéant et d'autres responsables de l'entourage de Nicolas Sarkozy, explique le témoin.

[...] Mabrouka pensait que Bachir en sa qualité de secrétaire du Guide avait eu les enregistrements (preuves du financement) dans les archives qu'il contrôlait. Selon elle, il avait caché ces preuves et cela en raison des négociations qu'il menait secrètement avec les Français. »

En 2012, Mohamed Albichari, un Libyen de 37 ans qui prétendait avoir retrouvé 70 cartons contenant les enregistrements des rendez-vous de Mouammar Kadhafi par son cabinet, a été retrouvé mort peu après avoir tenté de **négoier** les cassettes, dont l'une avait été authentifiée par les services secrets français. Officiellement justifié par une crise de diabète, le décès d'Albichari fait partie des morts suspectes de l'affaire libyenne.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.